



HAL
open science

LES BANQUES ÉTRANGÈRES EN ASIE DU SUD-EST : LE RÔLE DES LOCAL CLAIMS

Delphine Lahet

► **To cite this version:**

Delphine Lahet. LES BANQUES ÉTRANGÈRES EN ASIE DU SUD-EST : LE RÔLE DES LOCAL CLAIMS. 2009. hal-00616577v2

HAL Id: hal-00616577

<https://hal.science/hal-00616577v2>

Preprint submitted on 28 Nov 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Banques étrangères en Asie du Sud-Est : le rôle des *local claims*

Delphine Lahet

LAREFI Working Paper CR09-EFI/06

2009

<http://lare-efi.u-bordeaux4.fr>

LAREFI
Université Montesquieu-Bordeaux IV
Bâtiment Recherche Economie
Avenue Léon Duguit – 33 608 Pessac

Résumé

L'objectif de l'article est d'étudier la présence des banques étrangères et leur impact sur le développement économique et financier de cinq pays asiatiques. Pour cela, nous appréhendons cette présence par les *local claims*, c'est-à-dire, les créances locales, notamment les activités de crédit auprès des agents locaux, de leurs filiales ou succursales implantées dans ces pays émergents, de 1994 à nos jours. Nous établissons, tout d'abord, la stratégie développée par les banques étrangères (implantations ou activités transfrontières (*cross-border*)) et l'identité des créanciers majoritaires : américains et britanniques et non plus japonais. Puis, nous montrons que les *local claims* résistent plutôt aux chocs économiques et financiers et que leur développement est bénéfique aux pays émergents, notamment les créances en monnaie locale: développement économique et financier, stabilité des financements extérieurs, assainissement du système bancaire local (rentabilité, risque, liquidité), notamment en Malaisie. En ces points, nous rejoignons les résultats que la littérature a obtenus à ce sujet sur les PECO et les pays d'Amérique latine. Néanmoins, la crise financière actuelle rappelle qu'une maison-mère en difficulté peut fragiliser sa filiale et perturber le fonctionnement du système bancaire local, donc le développement économique du pays émergent.

Mots clé: créances locales, banques étrangères, développement financier, Asie

Abstract

The aim of the article is to clarify the role of foreign banks in some Asian emerging countries and to estimate the consequences on economic and financial development. As a measure, we use local claims, and loans activities, of foreign banks' subsidiaries and branches on the host emerging countries, since 1994. First, we are interested in the foreign banks' strategies (local or cross-border activities) and in the major creditors that are, on the recent period, US and UK banks. Then, we highlight that foreign banks, in stress period, develop the local activities of their subsidiaries, particularly in local currency, that are benefic for the local banking market. When local claims are important, foreign claims are less volatile, so economic development is improving, and local banking system is more efficient, particularly in Malaysia. The results are quite the same as in the literature on Latin American and Eastern European emerging countries. Nevertheless, the 2007-08 crisis, that affects roughly foreign banks, may weaken subsidiaries and destabilize the local banking system, so the economic development of emerging countries.

Key words : local claims, foreign banks, financial development, Asia

JEL : G21, G15, F32, F36, O16

1. Introduction

Les banques étrangères ont une longue tradition d'implantations en Asie, à l'image de la Malaisie, où les banques étrangères, notamment celles du Commonwealth, y possèdent des implantations bien avant l'indépendance du pays en 1957 (Detragiache et al., 2006 ; McGuire et Tarashev, 2005). La question des raisons de leur présence (accompagnement des entreprises nationales, opportunités dans le pays hôte, choix stratégique de diversification des activités...) et de leur impact sur le développement de l'économie locale ainsi que du système bancaire (impact stabilisant ou non, amélioration de l'efficacité ...) a cependant été moins traitée dans la littérature, comparativement à l'Amérique latine et à l'Europe de l'Est¹. En effet, en Asie du Sud-Est, sauf Hong-Kong et Singapour, le poids des banques étrangères est moins fort. Elles représentent, en 2004, 8% de l'actif bancaire et 6% du PIB en Inde, et respectivement 8% et 10% en Corée du Sud, 18% et 27% en Malaisie ou encore 18% et 20% en Thaïlande (Domansky, 2005). La présence des banques britanniques et européennes est ancienne en Amérique latine, et depuis les années 90 les banques espagnoles s'y implantent (Minda, 2007), ce qui amène la part de l'actif du système bancaire entre les mains des banques étrangères de 42% pour le Brésil en 2004 (soit 18% du PIB) à 82% pour le Mexique (51% du PIB). En Europe de l'Est, depuis les années 90, sauf la Slovaquie, au moins 80% de

¹ Classens et al. (2001) étudient, pour 80 pays, l'impact des banques étrangères sur les banques nationales. Une présence accrue (nombre) est associée à une baisse de la rentabilité, du revenu sur commission et des dépenses totales de management ou de structure pour les banques nationales. Cela provient d'une augmentation de la concurrence et est donc un signe de plus grande efficacité et d'un meilleur fonctionnement du système bancaire, ce qui dégage des effets positifs pour le bien-être des clients. Pour Domansky (2005), les banques étrangères augmentent l'efficacité, la productivité du système bancaire et améliorent la formation des prix des services bancaires dans les pays émergents. Elles soulèvent en revanche des questionnements quant à la croissance rapide du crédit bancaire à l'économie, le ciblage potentiel de clients, le management par la maison-mère et l'information disponible pour les superviseurs locaux. Peek et Rosengren (2000) recensent les bénéfices pour le pays de la présence des banques étrangères (source supplémentaire de crédit, maintien en période de crise, transmission des techniques de management, de gestion) et les coûts (fragilisation du pays si *credit crunch* à l'international par les maison-mères, moins de contrôle des superviseurs locaux, écart de compétitivité qui peut pousser les banques nationales à la faillite) et les précisent pour l'Amérique Latine. Voir aussi Minda (2007), pour une revue de la littérature et une analyse des facteurs macro, micro, institutionnels, stratégiques, culturels, financiers, explicatifs des IDE dans les pays émergents et en particulier en Amérique Latine, et de leurs conséquences sur l'efficacité micro (rentabilité, liquidité...) et l'efficacité macro (concurrence accrue, diffusion des pratiques...) des systèmes bancaires. Si l'efficacité micro s'est améliorée en Amérique latine, la présence des banques étrangères a en revanche fragilisé les systèmes bancaires : exposition au risque de change, prêts à des niches... Pour les PECO, de Haas et al. (2006) s'interrogent sur les relations entre la maison-mère et la filiale et leurs conséquences sur la stabilité financière du pays hôte. Les filiales totalement créées (*de novo, greenfield*) ont un rôle stabilisateur pour l'offre de crédit au pays, mais elles sont plus influencées par la santé de la maison-mère que les filiales obtenues par acquisition (*take-over*). Aydin (2008) montre que les banques étrangères apportent du *know-how* au pays d'accueil, ce qui améliore l'efficacité et la qualité de l'intermédiation ainsi que la politique de provisionnement et la gestion des risques avec un alignement vers les standards internationaux. Stavarek (2006) et Baltzer et al. (2008) démontrent que la présence des banques étrangères participe à la convergence économique et bancaire des PECO vers les critères européens et les pratiques.

l'actif du système bancaire est entre les mains des banques étrangères, notamment autrichiennes pour la République tchèque (soit 92% du PIB), la Hongrie (67% PIB), mais aussi la Roumanie, la Slovaquie, et aussi suédoises pour les trois états baltes (soit 89% du PIB pour l'Estonie par exemple) (Gersl, 2007 ; et Arvai et al., 2009).

Les implantations des banques étrangères équivalent à des IDE dans le secteur bancaire et financier. De 1991 à 2005, les fusions et acquisitions (f&a) transfrontières qui ont concerné une banque d'Amérique latine ont représenté en valeur 48% du total des f&a ciblant une banque de pays émergent, 36% pour l'Asie émergente et 17% pour l'Europe émergente (Domansky, 2005). La restructuration des systèmes bancaires suite aux crises financières (1994/95 pour l'Amérique latine, 1997/98 pour l'Asie, chute du Mur de Berlin en 1991 pour les PECO) a créé des opportunités d'investissement considérables pour les banques étrangères. Ce fut le cas en Amérique latine et dans les PECO où la libéralisation financière a été accélérée par les gouvernements dans la deuxième moitié des années 90.

En Asie, la hausse des flux d'IDE dans le secteur bancaire et financier est plus récente. Après la crise de 1997, même si les gouvernements ont relâché quelques entraves à l'entrée des banques étrangères (Corée du sud dès 1998² ; Malaisie, Thaïlande et Philippines, un peu plus récemment, en 2007³), certaines sont maintenues en Asie, en tout cas plus que dans d'autres pays émergents⁴ et les restructurations ont surtout été le fait d'investisseurs nationaux publics⁵. C'est en 2002-03 que les IDE dans le secteur bancaire et financier ont beaucoup augmenté en Asie, notamment ceux faits depuis Singapour et Hong-Kong, relevant ainsi d'une stratégie régionale : la part des banques étrangères dans l'actif total du système bancaire a donc considérablement augmenté en Asie depuis les années 90 (en 1990, Inde 5% de l'actif local total, Corée 4%, Thaïlande 5%...), même si elle reste inférieure (McGuire et Tarashev, 2005) aux autres continents émergents. De plus, Moreno et Von Kleist (2007) montrent que les activités locales des implantations des banques étrangères en Asie se sont modifiées et beaucoup améliorées depuis 1995 : ils font référence aux *onshore activities* et notamment à celles en la monnaie du pays hôte ou monnaie locale.

A coté des flux d'IDE et de la part de l'actif bancaire entre les mains des banques étrangères, deux mesures traditionnelles de la présence des banques étrangères dans une économie, les données bancaires de la Banque des Règlements Internationaux (BRI) (*Consolidated banking statistics* de la *BIS Quarterly Review*) nous renseignent sur la présence des banques étrangères, déclarantes à la BRI, dans les pays émergents. Ces statistiques recensent les créances des banques étrangères sur les pays émergents ainsi que celles de leurs *offices* implantées (selon la BRI, filiales, succursales et joint-ventures) dans le pays hôte,

² Byungyoon (2003).

³ Plusieurs articles de *BIS Papers* n°44, « Financial globalisation and emerging market capital flows », décembre 2008.

⁴ Mihaljek (2008), p.35. De plus, la Thaïlande, qui en général a peu de restrictions sur les entrées de capitaux (comme les Philippines), introduit des contrôles en 2004, puis en 2006, et les relâche en 2007-2008.

⁵ Structures de défaillance ou Asset Management Companies AMC : Financial Sector Rehabilitation Authority en Thaïlande, Indonesian Bank Restructuring Agency en Indonesia, Danaharta en Malaisie, KAMCO en Corée...

nettes des opérations financières entre maison-mères/filiales/succursales. Elles comprennent deux mesures des créances : *on immediate borrower basis* ; *on ultimate risk basis*⁶.

Selon la première mesure, les créances bancaires étrangères sur un pays (*foreign claims on immediate borrower basis* : A+L) sont les créances en toute monnaie (locale et étrangères) détenues par les banques étrangères et par leurs *offices* implantées dans ce pays, donc considérées comme étrangères. Elles contiennent deux choses :

- les créances internationales, A, qui incluent : les créances transfrontières (*cross border claims*), en toute monnaie, des banques étrangères, depuis leur pays d'origine (*home country*) sur les agents du pays emprunteur ; + les créances des *offices* étrangères installées dans le pays d'accueil (*host country*) sur les agents résidents en monnaie étrangère (*local claims in non local currencies*)⁷ ;

- et les *local claims in local currency* ou *local in local (l in l)*, L: c'est-à-dire les créances sur les agents locaux des *offices* étrangères implantées dans le pays d'accueil en monnaie locale (la monnaie du pays d'accueil).

L'autre mesure, données *on ultimate risk basis*, disponibles seulement depuis 2005, décompose les créances étrangères (*foreign S*) en *cross-border claims* (T) et en *local claims in all currencies (l in all)* (S-T)⁸.

Les banques étrangères ont en effet plusieurs façons de posséder des créances sur les pays émergents : soit depuis leur pays (*home country* de la maison mère), elles développent des activités transfrontières (*cross-border claims*), soit elles s'implantent dans le pays émergent (*host country*) où leurs *offices* développent, notamment, leur offre de prêts à économie locale (*local claims*), en monnaie locale (*local in local, L*) ou en toute monnaie (*local in all currencies, S-T*)⁹. Le montant des créances locales révèle donc la présence des banques étrangères dans une économie à travers l'activité de leurs implantations.

Selon McGuire et Tarashev (2008), les créances *local in local* (L) sont en général distribuées sur la base de ressources collectées localement, et traduisent l'intérêt stratégique à long terme des banques étrangères pour une économie. Il est donc nécessaire, selon ces auteurs, qu'elles soient importantes et croissantes. De plus, lorsque les *local in local* représentent une part importante des créances étrangères totales sur un pays d'accueil (*foreign claims, A+L*), ce dernier serait davantage protégé des chocs extérieurs à son économie qui affecteraient les banques étrangères créancières, donc il serait moins dépendant du contexte extérieur. Sa stabilité financière serait alors mieux assurée. Quant aux créances *local in non local currencies* (dans les A, data *on immediate borrower basis*) ou, pour une part, les *local in all currencies* (S-T, data *on ultimate risk basis*), elles sont liées, notamment, aux soutiens financiers en la monnaie de la maison-mère, de la maison-mère à sa filiale ou succursale.

⁶ Pour une analyse complète du contenu et du mode de déclaration des créances des banques déclarantes, voir : Guidelines to the international Consolidated banking statistics, *Monetary and Economic Department, BIS*, november 2006 ; McGuire P. and P. Wooldridge, 2005, "The BIS consolidated banking statistics : structure, uses and recent enhancements", *BIS Quarterly Review*, September 2005. La première mesure est basée sur le pays du premier emprunteur, la seconde sur le pays du porteur ultime du risque, après utilisation des techniques de transfert du risque.

⁷ On ne peut donc pas distinguer les *local claims in non local currencies* des *cross-border claims*.

⁸ Avec cette mesure, les *cross-border claims* et les *local claims in all currencies* (monnaie locale et étrangères) sont parfaitement séparées.

⁹ Ces deux types de créances locales ne sont pas directement comparables, car elles ne sont pas basées sur la même méthode de collecte.

Herrero et Martinez Peria (2007), concernant les banques italiennes, espagnoles et américaines, montrent qu'ils existent de réelles stratégies mises en place par les banques étrangères, entre l'implantation locale et les activités transfrontières.

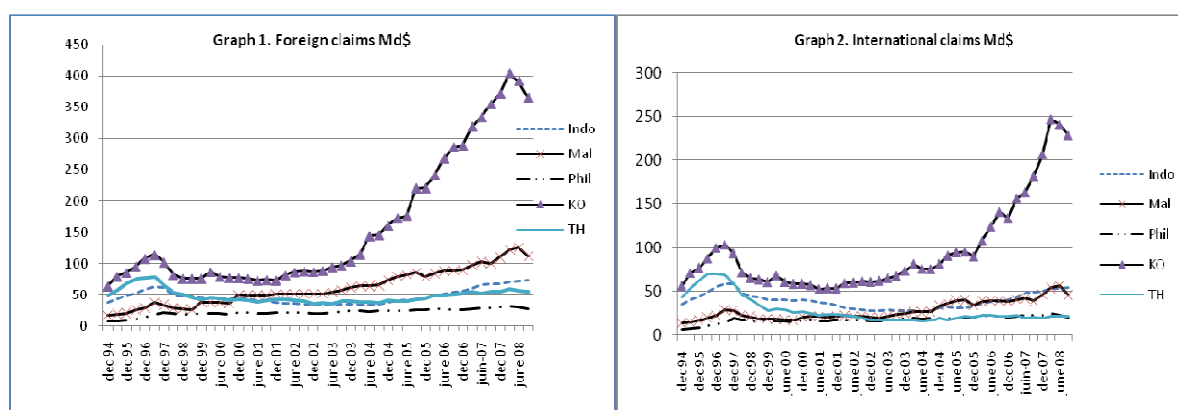
L'objectif de l'article est d'analyser, sur la base des données de la BRI, l'importance des *local claims* en Asie, ainsi que leur impact sur le développement économique du pays et celui du système bancaire local. Nous appréhendons ainsi la présence des banques étrangères dans un pays par le montant des créances locales de leurs implantations (filiales notamment) sur ce pays. Nous nous intéressons à l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Corée du Sud et la Thaïlande, pays les plus touchés par la crise asiatique de 1997. Il s'agit de faire un état des lieux des créances des banques étrangères sur les émergents d'Asie, d'analyser leur composition, leur évolution en amont et en aval de la crise asiatique. Nous montrons que, pour la Malaisie et la Thaïlande notamment, les *local in local* sont très développées, qu'elles sont associées à un système bancaire en développement et en voie d'assainissement. Le plan de l'article est le suivant : Quelle est la stratégie des banques étrangères concernant les économies asiatiques (2.)? Les *local in local* protègent-elles les pays émergents de chocs économiques ou financiers (3.) ? Enfin, renforcent-elles le développement et la stabilité des systèmes bancaires locaux (4.) ?

2. La stratégie de développement des banques étrangères en Asie du Sud-Est : *cross-border claims vs local claims*

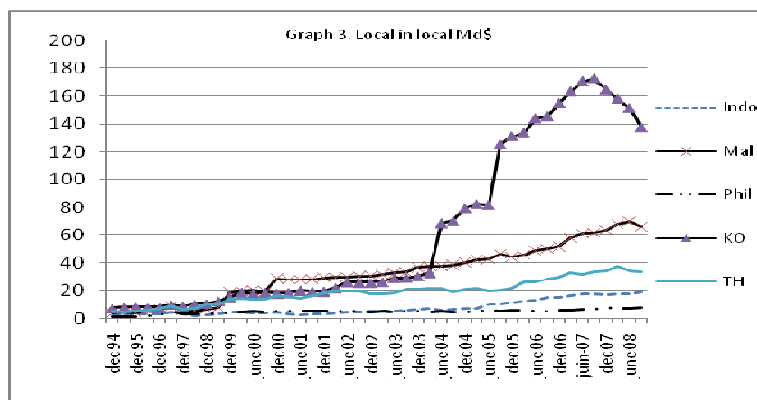
2.1. Le développement des activités locales

Herrero et al. (2007) estiment que les activités des implantations locales dans le pays d'accueil, soit les *local claims*, dépendent principalement des restrictions imposées sur l'ouverture du système bancaire aux banques étrangères et des opportunités locales d'investissement¹⁰.

L'étude des données que nous avons récoltées sur la base de l'*immediate borrower*, en Md \$, à savoir les *foreign claims* A+L (Graphique 1), les *international claims* A (Graphique 2), et les *local in local* L (Graphique 3), nous permet de mesurer l'évolution de chaque créance sur la période allant de juin 1994 à septembre 2008, de comparer les pays asiatiques entre eux et par conséquent de repérer des groupes de pays.



¹⁰ En revanche, le minimum de capital requis pour ouvrir une filiale, les coûts de procédure, les restrictions sur les droits de la propriété et les coûts d'information sont beaucoup moins significatifs.

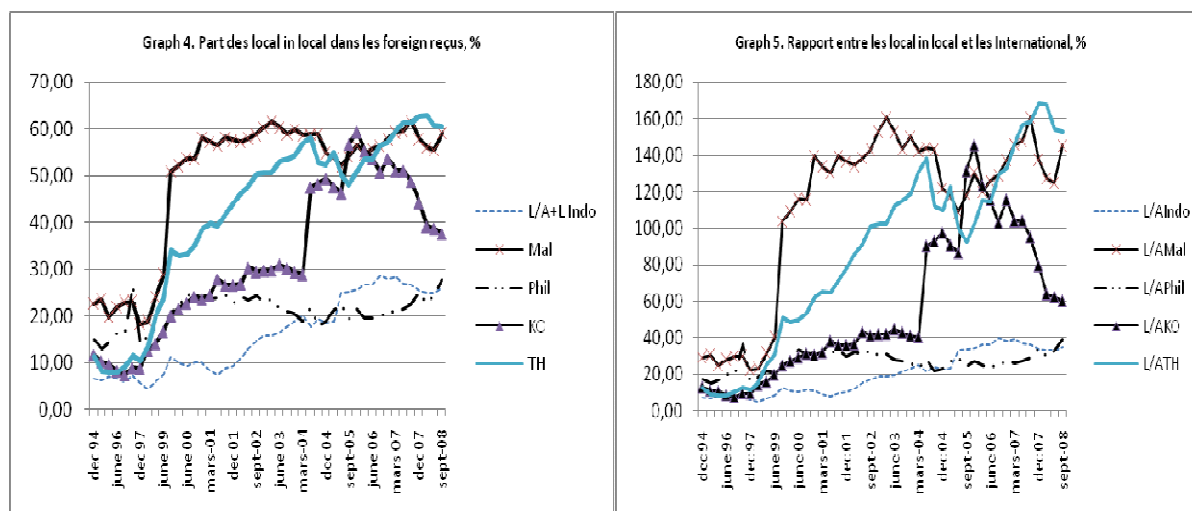


Source : auteur sur données BRI, Consolidated banking statistics, A+L, A, L, immediate borrower basis

Les Graphiques 1 et 2 montrent que la Corée se détache de ses voisins quant à la quantité de créances que les banques étrangères détiennent sur elle. Les banques l'ont privilégiée en tant que pays de l'OCDE. La Malaisie semble être le deuxième pays, notamment en fin de période, dans ce cas. En revanche, le Graphique 3 montre que trois pays ont une activité de *local in local* forte ou en développement : la Corée, mais aussi la Malaisie et enfin la Thaïlande. Cela provient d'une intensification des activités en monnaie locale des implantations déjà existantes et/ou de la présence d'implantations supplémentaires : les données ne permettent pas cette précision.

Sur les trois graphiques, nous repérons trois périodes : de 1994 à 1999-2000 où la crise de 1997-98 a marqué un frein dans le développement des activités à l'étranger des banques internationales ; puis de 2000 à 2003, une période de plus ou moins forte stagnation ; et enfin de 2003 à 2008, où les créances sur l'Asie ont explosé, très au-delà des montants d'avant la crise de 1997, jusqu'en 2008 où les créances diminuent, notamment pour la Corée. L'évolution des *local in local*, qui sera reprise dans le point 3., se différencie de celles des deux autres types de créances : on constate en fait un développement plutôt progressif, notamment en Malaisie.

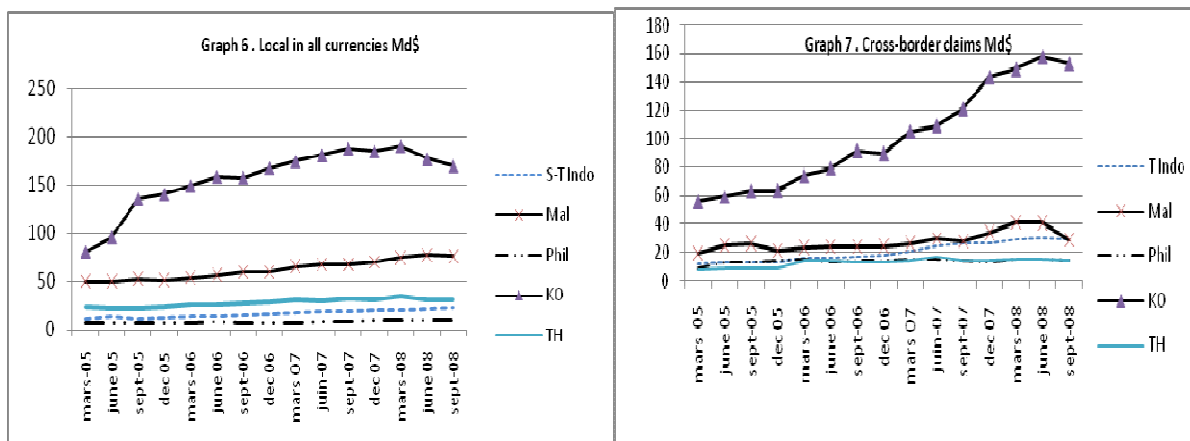
Désormais, si nous comparons les créances *local in local* des implantations sur l'économie locale aux *foreign claims* totaux des banques étrangères sur le pays : $L/(A+L)$, et aux *international claims* : L/A , nous pouvons conclure, pour certains pays asiatiques, que le développement des activités locales des implantations en monnaie locale a représenté une stratégie claire pour les banques étrangères, au détriment des *international claims* A (activités transfrontières et activités locales en monnaies non locales), ce qui est encore le cas sur la période récente.

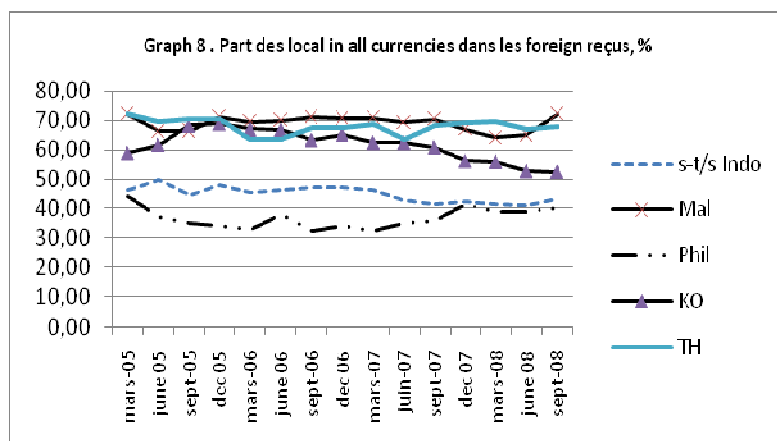


Source : calcul auteur sur données BRI, Consolidated banking statistics, A+L, A, L, immediate borrower basis

En effet, nous observons encore un groupe de trois pays pour lesquels la part des *local in local* est importante. Cependant, l'ordre est modifié. C'est la Malaisie qui dès 1999 a des *local in local* qui représente la moitié des *foreign claims* détenues par les banques étrangères : l'activité locale des implantations étrangères en monnaie locale est donc prépondérante dans ce pays (Graphique 4), d'autant qu'elle représente plus du double des encours des *international claims* (et donc des activités locales en monnaies non locales) que les banques détiennent sur la Malaisie (Graphique 5). Nous tirons des graphiques les mêmes observations pour la Thaïlande, de façon probante à partir de 2002. La Corée est le troisième pays où le développement des *local in local* par les implantations étrangères a été important, mais moins intense que dans les deux autres pays, et sur une période plus courte : de 2004-05 à 2007. Concernant les deux pays restant, les évolutions sont nuancées pour les Philippines ; et pour l'Indonésie, les *local in local* sont croissants. Même si les quantités sont très inférieures aux autres pays étudiés (Graph 2), les banques étrangères ont privilégié les *international claims* (A) sur ces deux pays.

Enfin, la deuxième mesure des créances des banques étrangères sur les pays émergents, sur la base de *l'ultimate risk*, donne une décomposition plus précise des *foreign claims* S : entre les *cross-border* T, désormais comptabilisés seuls, et les *local claims in all currencies* S-T qui regroupent toutes les créances sur l'économie locale détenues par les filiales ou les succursales implantées en toute monnaie (monnaie locale et étrangères). Nous avons donc un découpage très clair entre les stratégies des banques étrangères : développer les activités transfrontières, ou bien les implantations locales. Mais on ne peut pas connaître précisément la monnaie support des activités locales. Dans les données selon *l'immediate borrower*, le développement des implantations est sous-estimé vu que les *local in non local currencies* sont comptabilisés dans les *international*, avec les *cross-border*, qui eux aussi par conséquent sont peu lisibles. Les données sur la base de *l'ultimate risk* ne sont disponibles que depuis 2005.





Source : calcul auteur sur données BRI, Consolidated banking statistics S-T, T, ultimate risk basis

Ces trois graphiques, et notamment le Graphique 8, montrent que la Malaisie, la Thaïlande et la Corée se détachent des deux autres pays asiatiques, certes pour le montant des créances, mais surtout pour la part des *local claims in all currencies* dans l'ensemble des *foreign claims* : $(S-T)/S$. Dans ces trois pays, surtout la Malaisie et la Thaïlande, les banques étrangères ont développé une stratégie d'implantations locales. Pour les Philippines et l'Indonésie¹¹, même si les encours engagés sont moindres concernant les *local in all currencies* (Graph 6), et de montant équivalent à la Thaïlande, les banques étrangères auraient privilégié les activités transfrontières.

Ainsi, sur la base de deux types de mesures des créances, nous pouvons conclure que les banques étrangères ont développé des stratégies d'implantations locales plutôt que des activités transfrontières en Malaisie, Thaïlande, Corée, soit par entrées de nouvelles implantations (créations (*greenfield*) ou acquisitions), soit par renforcement des activités des implantations étrangères déjà existantes, ce qui serait le cas en Malaisie¹².

2.2. Qui sont les créanciers des pays asiatiques ?

Domansky (2005) distinguent trois groupes d'investisseurs étrangers dans les pays émergents. Le premier comprend des *globally active banks* ou banques universelles qui investissent dans plusieurs régions émergentes, sur tout type de services (carte de crédit, crédit consommation...): elles sont présentes en Asie. Le second groupe concerne les

¹¹ L'Indonésie a une longue tradition de banques publiques : après la crise, la majorité des banques commerciales qui ont fait faillite ont été nationalisées en 1999, pour être ensuite progressivement privatisées (Mihaljek, 2006). Ce qui pourrait expliquer le maintien d'encours de *local claims* globalement faibles, même en croissance.

¹² Même si la Malaisie relâche quelque peu les restrictions aux entrées des banques étrangères sur la période récente, elle développe une longue tradition de restrictions (Ang, 2008 ; Ang et al., 2007). Dans le passé, elle accorde la dernière autorisation de création de filiales en 1971. La part de marché des banques étrangères est restée stable dans la décennie 90. En revanche, les filiales, déjà implantées, sont très bien établies dans le marché bancaire local et ont toujours été très engagées dans le fonctionnement de l'économie (Detragiache et al., 2006 ; Kuang, 2008). Mihaljek (2006) indique que de 1999 à 2004, il n'y a pas eu de nouvelles entrées de banques étrangères en Indonésie, Malaisie et Thaïlande, du fait des contrôles de capitaux. En revanche, les systèmes bancaires ont été fortement restructurés, sur la base des banques existantes : privées nationales, publiques nationales, et filiales étrangères.

banques commerciales qui développent volontairement une stratégie régionale¹³. En Asie, ¼ des IDE dans le secteur bancaire et financier proviennent de banques de la zone Asie, notamment de Singapour et de Hong-Kong. Enfin, dans le dernier groupe, une très grande diversité d'investisseurs non bancaires, sociétés financières ou fonds d'investissement, sont très actifs, notamment en Asie, pour restructurer ou recapitaliser les entreprises et les banques après la crise. Par exemple, en Corée, jusqu'en 2004, les fonds d'investissement ont été les acheteurs majoritaires d'entreprises et de banques en difficulté.

Par ailleurs, les données de la BRI nous fournissent des informations sur la nationalité des banques étrangères créancières des économies asiatiques, déclarantes à la BRI¹⁴. Le tableau 1 présente les *foreign claims* sur une économie, ventilées par banques créancières. Cela nous donne une idée globale de l'identité du créancier, mais ne nous permet pas de travailler au niveau de chaque implantation (*local claims*). Tout de même, nous pouvons supposer que si une banque étrangère est le créancier majoritaire d'un pays, elle l'est à travers les activités transfrontières et les implantations locales. De plus, comme, pour certains pays asiatiques, nous avons montré que les banques développent plutôt des stratégies d'implantation, ces données nous permettent de déduire la nationalité des filiales implantées. Le tableau 1 nous montre un changement de situation : alors que les banques japonaises étaient le créancier majoritaire et commun des 5 pays étudiés dans la décennie 90, ce sont désormais les banques britanniques et américaines qui remplissent ce rôle, sauf pour la Thaïlande. Les banques allemandes ont l'exposition la plus importante en Indonésie en 2003 et 2007.

Tableau 1. *Foreign claims* ventilées par banques créancières, Md\$

	France				Allemagne				Japon				Royaume-Uni				Etats-Unis			
	Juin 97	Mars 03	Mars 07	Sept 08	Juin 97	Mars 03	Mars 07	Sept 08	Juin 97	Mars 03	Mars 07	Sept 08	Juin 97	Mars 03	Mars 07	Sept 08	Juin 97	Mars 03	Mars 07	Sept 08
I	4,7	1,8	1,8	1,6	5,6	9,2	9,5	8	23,1	6,3	8,4	9,9	4,3	3,4	6,5	10	4,5	2,6	6,4	10,2
M	2,9	1,8	2,8	2,3	5,7	3,6	6,1	6	10,4	5,4	6,8	9,7	2	14,6	26,4	29,9	2,4	8,1	13,6	12,3
P	1,6	1	2,8	2,5	1,9	3,3	2,5	3,2	2,1	2,4	2,6	3,6	1	2,4	4,1	4,3	2,8	4,4	4,5	4,9
K	10	9,9	29,5	35,5	10,7	7,1	23,9	29,2	23,7	10,6	21,6	32,4	6	9,6	78,9	91,3	9,9	16,5	69,5	71,9
T	5	1,5	2,6	3,1	7,5	3,2	4,2	3,5	37,7	8,7	15,9	17,6	2,8	5,2	8,7	8,7	4	4,4	6,4	5,6

Source : BIS Consolidated Banking statistics, immediate borrower basis (A+L). Parmi l'ensemble des banques déclarantes à la BRI, ces 5 pays ont les plus fortes expositions sur les pays asiatiques.

On constate une évolution croissante depuis 2003, aucun désengagement généralisé en 2008. Baba et al. (2008) ont calculé que 40% de l'accroissement des créances globales sur l'Asie émergente depuis mi-2007 provenaient des banques britanniques et américaines.

¹³ Detragiache et al. (2006), concernant la Malaisie, indiquent que les banques de ce groupe, qui y possèdent des implantations, ont été beaucoup plus touchées, comme les banques domestiques, par la crise de 1997-98, car elles étaient fortement exposées aux secteurs (construction, immobilier) en difficulté, alors que les banques du premier groupe, qui n'ont pas de stratégie régionale, n'ont pas été autant affectées et ont présenté de meilleurs résultats en terme de capitalisation, de profitabilité, de marge d'intérêt... En revanche, elles ont présenté, à l'époque, de fortes créances douteuses, comme les autres banques.

¹⁴ Les banques de Singapour et de Hong-Kong ne sont pas déclarantes à la BRI.

Plus précisément, en 2007-2008, pour la Malaisie¹⁵ par exemple, à partir de la base BankScope¹⁶, nous avons cherché à préciser la nationalité des filiales implantées.

Tout d'abord, nous avons établi que 84 banques ou institutions étrangères y possèdent à cette date au moins une filiale, tout type d'activités confondues. On retrouve principalement les banques ou institutions des Etats-Unis qui en possèdent 21, et de la Grande-Bretagne 10 ; puis il y a les banques du Japon 9, de l'Allemagne 7, de la France 5, de Hong-Kong 3, de l'Italie 3¹⁷. Les banques ou institutions des autres pays ont une ou deux filiales. Parmi les voisins asiatiques, il y a l'Inde (1), la Corée (1) et Singapour (2).

Par ailleurs, nous avons établi que sur les 208 institutions recensées dans BankScope en Malaisie (banques commerciales, institutions spécialisées, banques islamiques, institutions de microfinance...), 83 sont des banques commerciales, dont 31 avec un actionnariat majoritaire entre 50 et 100%. Sur ces 31, 15 sont malaisiennes à 100% (1 ou 2 actionnaires), 13 sont à 100% étrangères (1 ou 2 actionnaires), et 3 sont malaisiennes mais pas à 100% (plus d'une vingtaine d'actionnaires). Concernant les 13 banques commerciales étrangères, 3 sont détenues par les banques américaines (JP Morgan, Bank of America, Citigroup), 2 par les britanniques (HSBC, Standard Chartered), 2 par les banques de Singapour (Oversea Chinese banking corporation, United Overseas bank). La Thaïlande, le Canada, le Japon, l'Allemagne, le Koweït, les Pays-Bas en détiennent une. Dans la dernière catégorie, les 3 banques ont beaucoup d'actionnaires malaisiens, et quelques banques étrangères sont actionnaires via leurs fonds, leur part tournant autour des 1% : on retrouve essentiellement des banques des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de Singapour.

3. L'évolution des *local claims* : une résistance face aux crises financières ?

Le graphique 3 nous montrait déjà que l'évolution des *local in local* détenues par les implantations étrangères a été progressivement croissante et qu'il n'y avait pas eu de chute comme dans les graphiques 1 et 2 pour les autres créances, après la crise de 1997. Notre objectif est de vérifier les conclusions de de Haas et al. (2004, 2006) (sur les PECO) et Peek et Rosengren (2000) (sur l'Amérique latine lors des crises bancaires) et de Moreno et von Kleist (2007) (15 pays émergents d'Asie et d'Amérique latine), selon lesquelles, en période de stress financier, l'offre de crédit des filiales implantées (*local claims*) augmente¹⁸, alors que les *cross-border claims* des banques étrangères diminuent ainsi que les crédits accordés par les banques locales. Certains auteurs précisent la monnaie support des activités locales. Jeon et al. (2006) indiquent que, après la crise de 1997, les filiales des banques étrangères en Corée ont augmenté leurs prêts en won pour répondre à la demande locale, alors que les

¹⁵ Pour préciser ce point, nous avons choisi la Malaisie, qui est le pays qui se détache, dans notre étude, des autres concernant l'ampleur et le rôle des *local claims*.

¹⁶ Toutes les données de cet article, récoltées dans BankScope, l'ont été en février 2009.

¹⁷ On retrouve toutes les grandes banques internationales : respectivement par exemple, American Express, Bank of America, Citigroup, Goldman Sachs, JP Morgan Chase, Merrill Lynch, Morgan Stanley... ; Barclays, HSBC, Standard Chartered Bank... ; Kabushiki Kaisha Mitsubishi, Nomura... ; Deutsche Bank... ; Banque Palatine, BNP Paribas, Groupe CDC, SG; Bank of East Asia, BNP Paribas Arbitrage, Standard Chartered Limited; Uni Credit. Pour Singapour, Oversea-Chinese Banking Cop Limited et UOB United Overseas Bank Limited.

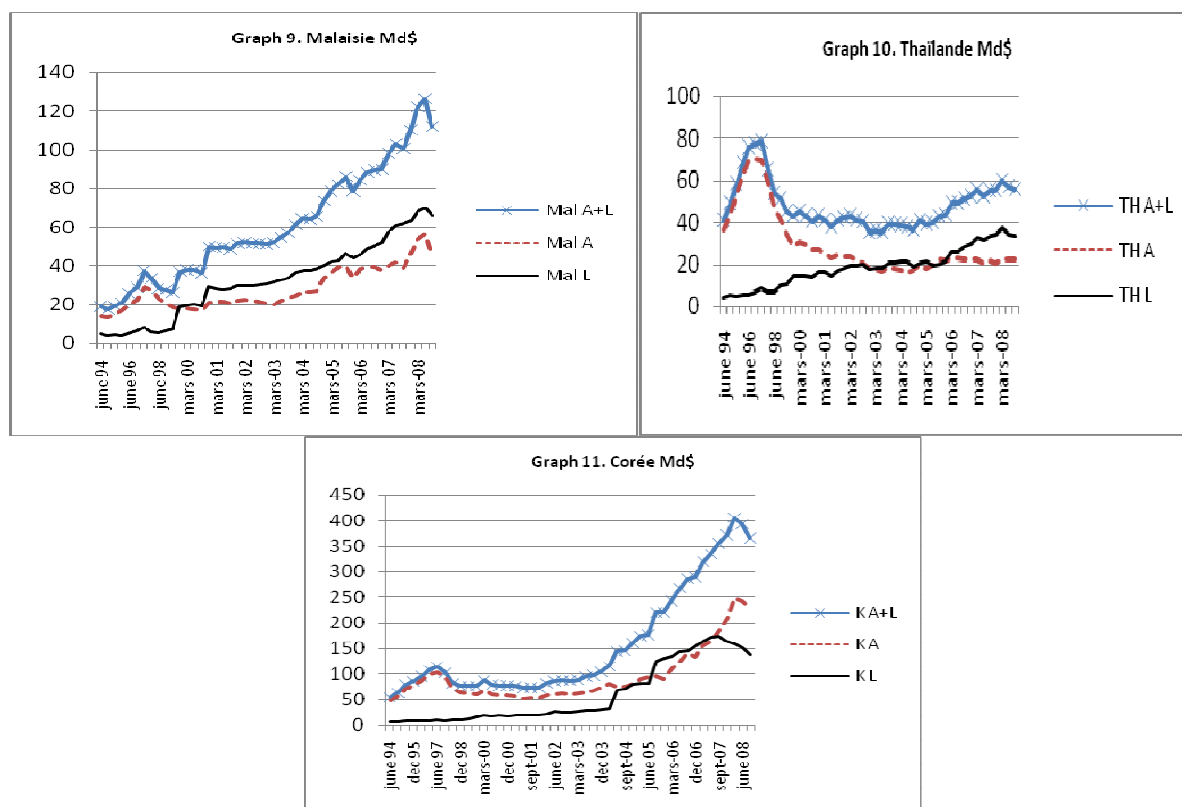
¹⁸ Pour de Haas et al. (2006), il s'agit surtout des *greenfield banks*, c'est-à-dire les filiales totalement créées par les banques étrangères et non pas obtenues par acquisition.

banques nationales les ont diminués. Ceci se rapproche des conclusions plus générales de McGuire et Tarashev (2008) (sur 9 pays émergents) à propos du développement nécessaire des *local in local* qui se maintiendraient en cas de chocs extérieurs sur le pays d'accueil.

Nous nous intéressons à deux périodes. Essentiellement, la période de part et d'autre de la crise financière de 1997-98, où des attaques spéculatives, des crises boursières et bancaires ont lieu, quasi simultanément dans les pays étudiés. En dehors d'un élément fort de contagion pure, ces crises ont éclaté à cause de défaillances inhérentes aux pays émergents asiatiques. De plus, nous suivrons les évolutions des créances des banques étrangères sur leurs clients asiatiques depuis 2007 : la crise de liquidité qui a touché ces banques a affecté, par effet de report, les pays émergents, sans que ces derniers en soient l'élément déclencheur. Nous nous intéressons à l'évolution des *local claims* dans leur ensemble, mais aussi aux créances en monnaie locale des implantations (*local in local*).

3.1. La crise de 1997

Les graphiques suivants (Graphiques 9, 10, 11) reprennent les informations des Graphiques 1, 2, 3, mais par pays. Comme trois pays se sont démarqués de l'analyse précédente, nous nous intéresserons ici essentiellement à eux. Dans chaque graphique, se trouvent les *foreign claims* A+L, les *international claims* A et les *local in local* L, les seules données sur les créances disponibles depuis 1994.



Source: auteur sur données BRI, Consolidated banking statistics, immediate borrower basis

Nous remarquons un léger impact de la crise, et plus généralement de la défiance des banques étrangères sur les pays asiatiques en 1997, à travers une légère baisse des *local in local* (L) en Malaisie et en Thaïlande, bien inférieure à la baisse drastique des *foreign* et des *international claims* qu'ont connue les trois pays. Puis, les *local in local* sont croissants parfois fortement pour la Malaisie et la Thaïlande. De plus, nous constatons une évolution inversée de la part des *local in local*, après la crise de 1997 et sur la période de 2000 à 2003 ou 2005 selon les pays : alors que ces derniers augmentent, les *foreign* et des *international claims* continuent de

baissier ou stagnant, notamment en Malaisie et en Thaïlande. Les activités des implantations en monnaie locale (L) se développent donc au détriment ou beaucoup plus que les créances internationales (créances transfrontières et activités en monnaie non locales : A).

Il semblerait donc, qu'au moment et qu'après la crise de 1997-98, les banques étrangères aient favorisé le développement de leurs activités locales en monnaie locale, notamment en Malaisie. La résistance puis la progression des *local in local* (L) est un signe de la présence et du rôle fort des implantations étrangères et du développement du marché bancaire local. Les résultats¹⁹ obtenus vont dans le sens de la littérature.

Plus précisément, le Tableau 2 nous permet d'analyser les évolutions de ces trois types de créances avant et après la crise de 1997.

Tableau 2. Taux de croissance (%) des A+L, A, L, suite à la crise financière

		Indonésie			Malaisie			Philippines			Corée			Thaïlande		
		A+L	A	L	A+L	A	L	A+L	A	L	A+L	A	L	A+L	A	L
TxCr	Juin97- Dec03	-45	-52	+40	+63	-14	+326	+28	+39	+0	-8	-28	+204	-50	-74	+216
TxCr	Juin 97- date de fin de la baisse des A+L^				-1,33	-37	+118	-13	-15	+37,5	-35	-49	+127	-41	-60	+122
		Asie														
		A+L	A	L												
TxCr	Juin97- Dec03	+5,3	-20	+139												
TxCr	Juin 97- date de fin de la baisse des A+L^	-19	-20	+30												

Source : calcul auteur sur données BRI, Consolidated banking statistics, A+L foreign claims, A international claims, L local in local; immediate borrower basis. ^ La date de fin est décembre 1999 pour Malaisie, Philippines et Asie émergente, et décembre 2001 pour Corée et Thaïlande.

Quelles que soient les périodes, sauf un cas pour les Philippines, le taux de croissance des L a toujours été positif, fort et souvent supérieur à 100%, en tout cas toujours supérieur à celui des A+L (même lorsque celui-ci est positif) et des A. Pour la Malaisie, puis la Thaïlande et la Corée, les taux de croissance des L sont les plus forts, ce qui rejoint la conclusion d'une intensification de la stratégie de développement des implantations par les banques étrangères, consécutivement à la crise, particulièrement en monnaie locale.

3.2. La crise de 2007/08

Quant à la crise actuelle, elle affecte les pays asiatiques, par effet de report. Les banques étrangères, en difficulté dans leur pays pourraient rationner logiquement leurs débiteurs extérieurs et réduire les créances sur les pays émergents. Sur la base des graphiques précédents, nous constatons une baisse franche des créances étrangères sur la Corée à partir de mars 2008 (Graphique 1, 2), ainsi que des *local in local* depuis septembre 2007 (Graphique 3), ce que confirme les graphiques 4 et 5. Les graphiques 6, 7 et 8, qui permettent de voir l'évolution des *local claims* dans leur ensemble (*in all currencies*, données *on ultimate risk basis*, disponibles seulement depuis 2005), confirment la tendance baissière des créances.

Concernant la Malaisie, les trois premiers graphiques montrent une baisse, moins importante que pour la Corée. Les graphiques 4 et 5 nuancent le propos : les *local in local* résistent car elles baissent moins (-5,4%) que les *foreign* (-11%) et que *international claims* (-18%), les

¹⁹ Le constat est le même pour l'Indonésie : dans une moindre quantité, les *local in local* se sont régulièrement développées alors qu'il y a eu une baisse très forte des *foreign* et des *international claims* de juin 1997 à fin 2003. Pour les Philippines, après une légère baisse, les *local in local* ont augmenté, et de façon moins erratique que les *foreign* et les *international claims* qui ont repris leur progression en 2000.

ratios étant croissants sur le dernier trimestre étudié. Les graphiques 6, 7 et 8 montrent une résistance des *local claims in all currencies* : alors que l'encours reste pour l'instant constant, la part dans les *foreign claims* augmente du fait de la baisse forte des *cross-border claims* depuis mars 2008 et surtout septembre 2008 (de 41,7 à 20,1Md\$)

La Thaïlande présente une baisse des *local in local*, selon les cinq premiers graphiques. Les graphiques 6, 7 et 8 montrent en revanche un maintien des *local in all currencies*.

Quant à l'Indonésie et les Philippines, où les *local claims* sont en quantité moindre, les *local in local* et les *local in all currencies* se maintiennent.

Même s'il serait nécessaire d'avoir plus de recul sur la crise actuelle, nous pouvons considérer que, pour les trois pays qui en ont le plus, les *local claims*, et plus précisément les *local claims in local currency* (L), résistent en Malaisie, et en Thaïlande, et chutent en Corée où cette tendance (Graphique 4 et 5) était amorcée avant août 2007. En tout cas, les impacts de la crise sur les pays émergents ne se faisant sentir (baisse des bourses de valeur, dépréciations monétaires) qu'un an après son éclatement en août 2007, nous pouvons dire qu'il n'y a pas eu un effondrement généralisé des *local claims*.

Ainsi, les activités locales des implantations semblent avoir résisté aux crises, notamment celle inhérente aux pays émergents. Mais la grave crise actuelle, non déclenchée par les pays émergents, fait entrer en ligne de compte un élément fort : la santé des maisons-mères. Ainsi, nous ne pouvons pas considérer que les *local claims*, et plus précisément, comme l'indiquait McGuire et Tarachev (2008), les *local in local*, protègent parfaitement les économies asiatiques des chocs subis par les maisons-mères des filiales implantées. D'ailleurs, ces auteurs considèrent comme très probable que les banques créancières, en grande difficulté dans leur pays, « utilisent » les dépôts au passif de leurs implantations pour distribuer du crédit bancaire dans le pays d'origine, ce qui freinerait l'offre de crédit sur le pays hôte. C'est le comportement que souligne aussi Mihaljek (2008). Par ailleurs, de Haas et al. (2006) montrent que, pour les PECO, l'offre de crédit des filiales, notamment les *greenfield*, dépend fortement de la santé des maisons-mères. A ce propos, Detragiache et al. (2006) démontrent que c'est la bonne santé de leurs maisons-mères qui a permis à certaines filiales implantées en Malaisie de mieux résister à la crise financière de 1997-98 et d'être plus rentables.

4. Quel impact sur le développement et la stabilité du système bancaire local ?

4.1. Le développement financier, l'intermédiation

Pour mesurer l'impact des *local claims* sur le développement financier ou le degré d'intermédiation des financements du pays hôte, et sur son développement économique, nous avons tout d'abord exprimé les créances locales des implantations des banques étrangères en % des créances totales du système bancaire sur le secteur privé local, pour mesurer leur importance dans l'intermédiation bancaire locale (Tableau 3) ; puis en % du PIB pour donner une estimation de leur poids dans la richesse du pays hôte (Tableau 4).

Tableau 3. Local claims in local currency (l in l) et local claims in all currencies (l in all) en % des créances totales sur le secteur privé de l'économie

Indonésie		Malaisie		Philippines		Corée		Thaïlande		%
l in l*	l in all**	l in l	l in all	l in l	l in all	l in l	l in all	l in l	l in all	
2,527		6,236		4,940		3,056		2,376		30/06/1994
2,477		3,972		3,927		3,057		2,024		30/06/1995
2,835		3,980		5,172		2,626		2,245		30/06/1996
2,994		4,973		9,819		3,021		3,006		30/06/1997
6,765		5,077		10,756		4,440		4,223		30/06/1998
10,909		7,428		10,353		3,795		6,450		30/06/1999
13,548		17,079		16,743		4,366		10,598		30/06/2000
11,154		23,718		20,268		5,050		13,560		30/06/2001
11,500		24,432		20,463		5,000		14,638		30/06/2002
10,962		25,174		19,473		5,096		13,291		30/06/2003
9,667		27,072		20,671		11,417		13,533		30/06/2004
14,247	18,08	28,149	32,88	22,646	30,195	11,347	13,28	11,509	12,550	30/06/2005
16,047	16,16	29,272	33,56	18,967	29,153	16,024	17,71	13,384	12,771	30/06/2006
16,091	17,18	31,364	34,64	18,092	23,928	16,445	17,48	14,117	12,926	30/06/2007
<u>9,409</u>	<u>17,14</u>	<u>16,995</u>	<u>33,69</u>	<u>14,449</u>	<u>27,759</u>	<u>6,767</u>	<u>16,15</u>	<u>8,925</u>	<u>12,749</u>	Moyenne 94-07

*mesure sur la base *immediate borrower* : L

**mesure sur la base *ultimate risk* : S-T

Source : calcul auteur sur données BRI et Datastream ('claims on private sector', catégorie banque, provenance FMI)

Le Tableau 3 fait ressortir deux pays, la Malaisie et les Philippines. La Malaisie, on l'a vu précédemment, a des encours de *local claims* très développés : les implantations des banques étrangères ont donc un rôle fort dans l'intermédiation bancaire. Pour les Philippines, dont l'encours des *local claims* est plutôt faible (cf Graph 3), le résultat tient à un niveau également faible des créances du système bancaire sur le secteur privé : la moyenne sur 1994-2007 est de 30,1 Md\$ (Indonésie 73,5Md\$; Malaisie 132,7 ; Corée 488,1 ; Thaïlande 186,25). Pour les autres pays, la part des *local claims in all currencies* traduit un rôle non négligeable des implantations dans l'intermédiation des financements.

L'analyse des créances locales des implantations en % du PIB du pays hôte fait ressortir les pays précédemment identifiés, notamment la Malaisie (Tableau 4).

Tableau 4. Local claims in local currency (l in l) et local claims in all currencies (l in all) en % du PIB de l'économie

Indonésie		Malaisie		Philippines		Corée		Thaïlande		%
l in l*	l in all**	l in l	l in all	l in l	l in all	l in l	l in all	l in l	l in all	
1,307		6,792		1,435		1,531		3,037		30/06/1994
1,324		4,931		1,475		1,576		2,830		30/06/1995
1,572		5,507		2,533		1,469		3,306		30/06/1996
1,822		7,703		5,543		3,448		4,981		30/06/1997
3,538		7,761		5,164		2,556		6,581		30/06/1998
2,250		10,523		4,348		2,698		8,506		30/06/1999
2,642		21,644		6,572		3,917		11,474		30/06/2000
2,000		30,176		7,215		4,262		13,139		30/06/2001
2,201		29,649		6,726		4,523		15,004		30/06/2002
2,336		29,854		5,941		4,803		13,333		30/06/2003
2,377		30,221		6,106		9,097		13,765		30/06/2004
3,662	4,6479	31,131	36,368	5,858	7,811	10,187	11,920	11,576	12,624	30/06/2005
3,823	3,8504	31,510	36,121	4,754	7,306	15,779	17,434	12,793	12,207	30/06/2006
4,041	4,3151	32,972	36,415	4,315	5,706	17,726	18,837	13,045	11,945	30/06/2007
<u>2,492</u>	<u>4,2711</u>	<u>20,027</u>	<u>36,301</u>	<u>4,856</u>	<u>6,941</u>	<u>5,969</u>	<u>16,064</u>	<u>9,526</u>	<u>12,258</u>	Moyenne 94-07

*mesure sur la base *immediate borrower* : L

**mesure sur la base *ultimate risk* : S-T

Source : calcul auteur sur données BRI et Datastream

Le Tableau 4 montre ainsi que les créances locales des implantations des banques étrangères représentent une part importante de la richesse en Malaisie, en Thaïlande et en Corée, notamment en ce qui concerne celles en toutes monnaies (l in all). En Malaisie, la part en

monnaie locale est également importante. Ceci rejoint le niveau du développement économique du pays, traditionnellement mesuré par le PIB par habitant en PPA²⁰ (Tableau 5).

Tableau 5. PIB par habitant, en PPA, en \$, en 2007

	Indonésie	Malaisie	Philippines	Corée	Thaïlande
PIB/hab	3500	14400	3300	24000	8000

Source : FMI et Crédit Agricole (Fontagné et al., 2008)

Par conséquent, les implantations étrangères sont des acteurs importants du développement financier et économique, surtout de la Malaisie.

Plus précisément, l'expression des créances totales des banques sur le secteur privé en % du PIB est la mesure traditionnelle du développement financier d'un pays. Le Tableau 6 montre que celui-ci est le plus important en Malaisie et en Thaïlande, puis en Corée, pays où les *local claims* des implantations sont fortement développées.

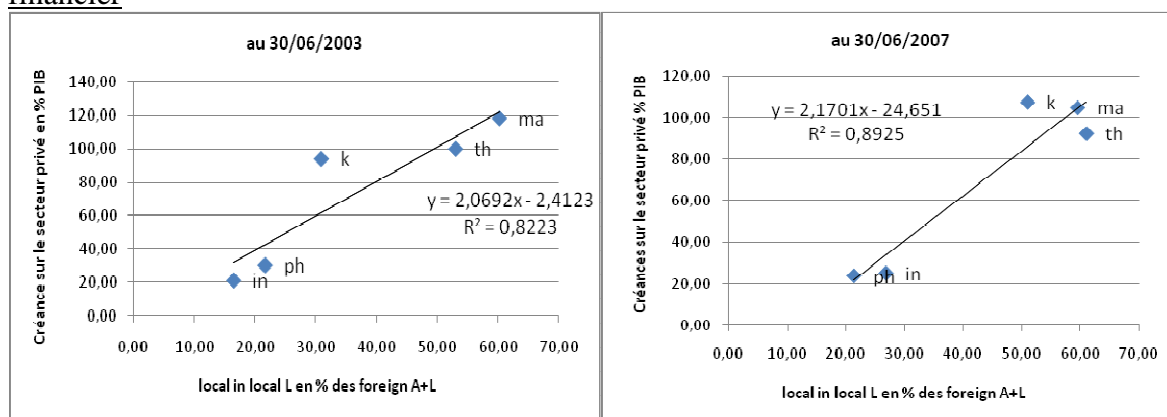
Tableau 6. Créances totales du système bancaire sur le secteur privé de l'économie en % du PIB : moyenne 1994-2007

Indonésie	Malaisie	Philippines	Corée	Thaïlande
33,68	124,98	36,04	81,07	119,04

Source : auteur sur données Datastream

Ainsi, si nous croisons le développement financier des pays étudiés et les *local claims in local currency* (1 in 1) (Graphique 12), nous observons une relation positive. Les pays qui ont un développement financier important sont donc des pays où les implantations des banques étrangères jouent un rôle important dans l'intermédiation en développant leurs créances sur l'économie locale en monnaie locale.

Graph 12. Relation positive et croissante entre l'importance des 1 in 1 et le développement financier



Source : auteur sur données BRI et Datastream

Après un repositionnement de la Corée entre 2003 et 2007, nous retrouvons clairement les deux groupes de pays.

Nous obtenons la même relation et les mêmes groupes de pays avec les *local claims in all currencies* (S-T, mesure sur *ultimate risk*) en % des *foreign claims* (S), sur 2005-2007.

²⁰ Si nous croisons les deux variables concernant les *local claims* avec le taux de croissance du PIB qui exprime le développement économique, nous avons des résultats moins tranchés. Cela peut s'expliquer par les taux de croissance forts que les pays asiatiques présentent depuis des années (autour de 8-9% sur 1994-2007, et de 10-12% sur 1999-2007) et qui peuvent être expliqués par les stratégies commerciales de ces pays.

Enfin, le développement financier peut aussi être reflété dans le rating moyen du système bancaire et moins directement dans le rating pays (Tableau 7). Les meilleures notes concernent la Malaisie, la Corée, et la Thaïlande.

Tableau 7. Rating des banques dans l'économie et rating pays : note sur 20

	Indonésie	Malaisie	Philippines	Corée	Thaïlande
Moyenne rating des banques*	7 en 2003 8 en 2008	11 en 2005 12 en 2008	6,5 en 2003 8 en 2008	12 en 2003 14 en 2008	11,5 en 2003 12,5 en 2008
Rating pays	7 en 2006 8 e 2009	13 en 2003 14 en 2009	9 en 2005 8 en 2009	14 en 2005 15 en 2009	13 en 2007 10 en 2009

*sur la base des banques recensées dans BankScope, aux dernières dates de changement

Source : Rating S&P LT foreign currencies, dans BankScope. Conversion par l'auteur en note numérique: AAA=20/20...; BB+=10; ...CC et C=1/20

4.2. La volatilité des créances étrangères

Sur la base des conclusions de Peek and Rosengren (2000) et de de Haas et van Lelyved (2004, 2006) qui montraient, les premiers pour des pays d'Amérique Latine, et les seconds pour des PECO, que les banques étrangères, à travers leurs implantations, avaient un rôle stabilisateur sur le financement extérieur du pays, car elles ne restreignaient pas leurs activités locales (*local claims*), dont le crédit au pays d'accueil, en période de stress financier, Herrero et Martinez Peria (2007) prouvent empiriquement, pour 100 pays débiteurs des banques italiennes, espagnoles et américaines, que la volatilité des *foreign claims* est plus faible dans les pays hôtes lorsque la part des *local claims* y est importante. Ce qui est favorable au développement économique et financier du pays hôte. En effet, de part les coûts fixes et irréversibles très élevés qu'engendre une implantation locale (IDE), les *local claims* répondent à des stratégies de plus long terme et sont donc plus stables et moins sensibles aux chocs que les *cross-border claims*. Moreno et von Kleist (2007) vont plus loin et considèrent que la stabilité financière du pays est davantage assurée si les activités locales des implantations sont plutôt en monnaie locale qu'en monnaie étrangère.

La formule de la volatilité retenue par Herrero et Martinez Peria (2007) est la suivante : $\frac{\sigma}{x}$

L'écartype des variations historiques σ mesure la dispersion d'une série autour de sa moyenne. C'est avec la variance une mesure traditionnelle de la volatilité. L'importance du σ dépend aussi de la moyenne de l'ensemble des données. Pour tenir compte de l'importance de la moyenne, il est préférable de travailler sur l'écartype relatif, ou quotienté par la moyenne, notamment pour comparer des séries qui n'ont pas le même ordre de grandeur.

Les Graphiques 1, 2 et 3 montrent que c'est le cas pour les données que nous étudions. Ainsi, nous retenons cette mesure de la volatilité.

Dans le Tableau 8, nous calculons les volatilités pour les *foreign claims*, d'abord les A+L sur la période entière 1994-2007 et sur la période récente 2002-07, puis les S. Contrairement aux auteurs cités, nous ne raisonnons pas que sur les *local claims* dans leur ensemble (en toute monnaie), mais aussi sur les *local in local* : nous tentons de préciser l'impact des activités locales en monnaie locale sur la stabilité des créances étrangères.

Tableau 8. Volatilité (V) des *foreign claims* (A+L et S)

	Indonésie	Malaisie	Philippines	Corée	Thaïlande
V des A+L 94-07	0,230	0,457	0,255	0,641	0,233
V des A+L 02-07	0,273	0,251	0,109	0,513	0,155
Moyenne L 94-07 Md\$	17,45	61,25	6,55	167,8	33,3
Moy L% A+L 94-07	13,8	43,5	20,4	27,82	35,47
Moy L% A+L 02-07	21	57,43	21,76	43,29	53,86
V des S 05-07	0,2558	0,126	0,09	0,247	0,153
Moy S-T 05- 07 Md\$	15,15	58,7	7,69	151,5	26,43
Moy S-T% S 05-07	45,84	69,6	36,06	63,51	67,8
Stratégie :	Cross border	local	Cross border	local	local

Source : calcul auteur sur données BRI. A+L *foreign claims* et L *local claims in local currency, on immediate borrower basis*. S *foreign claims* et S-T *local claims in all currencies, on ultimate risk basis*.

Concernant les A+L, nous observons que la volatilité est plus faible (sauf de peu, en Indonésie) sur la période récente que sur la période totale, ce qui s'explique par le fort développement des *local in local* sur 2002-07 (Cf les premiers graphiques). La Malaisie et la Thaïlande, qui présentent les plus faibles volatilités, ont des statistiques sur les L importantes, notamment la part des L dans les *foreign claims* (exceptées les Philippines²¹). La volatilité plus forte des *foreign claims* en Corée est à relier à la baisse de la part des L dans les *foreign claims* depuis 2005, même si cette part reste très forte (Graph 4).

Les résultats sont plus tranchés en ce qui concerne la volatilité des S, la période d'étude, plus courte, correspond à une période de développement des *local claims* dans leur ensemble. Tout d'abord, nous constatons (Tableau 8) une baisse de la volatilité pour tous les pays (comparativement à la volatilité des A+L), ce qui s'explique par la période étudiée. Puis, la Malaisie, la Thaïlande et la Corée, qui présentent les volatilités les plus faibles, ont des *local claims in all currencies* (en % des S) très développées, notamment la Malaisie. Les autres pays, qui ont des volatilités plus fortes (toujours exceptées les Philippines), ont des *local claims in all currencies* moins développées : les banques étrangères y ont favorisé des activités transfrontières, alors qu'elles ont préféré les implantations pour les autres pays étudiés.

Il nous semble que nos calculs, dans une certaine mesure, montre qu'une volatilité plus faible des *foreign claims* s'accompagnent d'un développement croissant et important des activités locales des implantations, c'est-à-dire des *local claims in all currencies* et aussi *in local currency*, ce qui relève d'un développement financier certain (Tableaux 6 et 7). Nous rejoignons donc les conclusions de la littérature sur le rôle bénéfique des implantations des banques étrangères, sur la stabilité du financement de l'économie et le développement du secteur bancaire.

4.3.L'efficacité du système bancaire

Nous nous intéressons à l'état de santé des systèmes bancaires. Nous cherchons à savoir si les pays dans lesquels les implantations des banques étrangères ont des activités développées affichent une meilleure qualité de leur système bancaire. Claessens et al. (2001) démontrent (pour 80 pays) que la présence des banques étrangères améliore globalement l'efficacité du système bancaire national qui applique une meilleure gestion de ses unités et

²¹ où l'encours des L, des A+L et la part des L dans les *foreign claims* A+L sont très faibles.

des pratiques plus efficaces. Byungyoon (2003) montre que, en Corée, le relâchement des contraintes à l'entrée des capitaux étrangers, dès la fin de la crise, a permis à des banques étrangères de pays dont le système financier était très développé, de s'implanter, ce qui, en introduisant de la concurrence, a profondément amélioré le management par les banques locales ainsi que la gestion de leurs coûts et leur efficacité. Mihaljek (2006) confirme ces tendances bénéfiques en étudiant la situation d'une quinzaine de pays émergents, d'Asie notamment, de 1999 à 2004²². La présence des banques étrangères a en général amélioré les ratios prudentiels et les indicateurs d'efficacité. Les provisions pour pertes sur crédit ont augmenté significativement ; la rentabilité (ROA, ROE), les profits avant impôts ont augmenté et les charges d'exploitation baissé depuis 1999. L'impact est moins marqué pour les revenus d'intérêt et autres revenus. Même si la qualité des actifs (*non performing loans*) et l'accessibilité aux services bancaires se sont améliorées, l'auteur indique que la présence des banques étrangères ne peut pas en être la principale cause. A ce propos, Kuang (2008) considère qu'en Malaisie, la concurrence des banques étrangères a amélioré la fixation du prix des services bancaires, leur qualité, l'ampleur de la gamme offerte pour fidéliser une plus grande clientèle, et a permis le transfert de technologie et d'expertise qui a augmenté l'efficacité du système bancaire.

Le Tableau 7 précédent sur les ratings des banques va aussi dans ce sens. Nous souhaitons préciser l'analyse en travaillant sur la période récente et à partir de trois types d'indicateurs : liquidité, rentabilité et gestion des risques par le système bancaire local (Tableaux 9, 10, 11). Nos données viennent de BankScope²³, en fonction de leur disponibilité, par date, et pour chacun des 5 pays étudiés. Les calculs sont établis sur la base du nombre de banques recensées qui diffusent des informations comptables au Bureau Van Dijk. La base inclut les banques nationales, les filiales étrangères (50% au moins du capital détenu par une entité étrangère), et ne comptabilise pas les succursales étrangères. Nous avons retenu les indicateurs suivants²⁴ (voir aussi Minda, 2007).

Tableau 9. La rentabilité des systèmes bancaires

	ROA			ROE			Cost to income ratio			Total operating expense/total revenue		
	2001	2003	2007	2001	2003	2007	2001	2003	2007	2001	2003	2007
Indonésie	1,69	1,49	0,98	13,53	12,22	8,95	56,24	50,05	54,48	42,19	43	49
Malaisie	0,88	1,01	1,28	8,49	9,60	15,92	41,78	43,78	44,05	31,26	29,23	28,7
Philippines	0,36	0,68	-0,50	2,47	4,57	-4,79	78,78	64,58	100,37	24,31	33,84	67,69
Corée	0,88	-0,17	0,93	16,50	-3,34	14,20	55,43	65,43	62,52	36,17	53,86	35,36
Thaïlande	1,13	0,75	0,19	29,71	10,11	2,51	80,93	56,09	61,18	43,15	49	52,47

Source : BankScope

Tableau 10. La qualité des systèmes bancaires

	Loan loss reserve/gross	Loan loss Reserve/	Impaired loan/gross
--	-------------------------	--------------------	---------------------

²² La valeur des indicateurs n'est pas indiquée pour tous les pays émergents retenus dans son étude.

²³ Compte tenu de la crise de 2007-08, nous avons préféré de ne pas traiter l'année 2008, par manque de recul, et aussi par manque de données : le nombre de banques pour l'année 2008 était inférieur, au moment de notre étude, à celui retenu les années précédentes. Les données ont été récoltées en février 2009.

²⁴ Le ratio de solvabilité n'est pas retenu, les données BankScope ne permettent pas de le calculer de façon homogène pour les pays étudiés. En général, dans les pays émergents, du fait des réformes consécutives aux crises, le ratio se rapproche des critères des standards internationaux : il a en général augmenté et en 2004-05, se situait entre 11 et 14% pour les pays émergents d'Asie et d'Amérique latine (Mihaljek, 2006).

	loan			Impaired loan			loan*		
	2001	2003	2007	2001	2003	2007	2001	2003	2007
Indonésie	13,35	11,62	4,85	90,41	131,85	105,32	13,28	6,12	4,37
Malaisie	6,17	5,82	4,38	44,34	42,96	75,12	13,53	13,22	5,73
Philippines	6,47	12,24	5,48	71,39	81,73	80,97	18,25	9,24	6,81
Corée	4,01	2,98	1,60	111,08	85,24	202,7	3,38	2,90	0,79
Thaïlande	7,34	11,01	6,41	42,94	74,56	76,46	17,06	14,81	8,40

Source : BankScope. *terminologie Bankscope : les *impaired loans* = *non-performing loans*

Tableau 11. La liquidité des systèmes bancaires

	Net loan/total asset			Net loan/ tot deposit & Short Term fundings		
	2001	2003	2007	2001	2003	2007
Indonésie	34,09	38,22	41,46	46,38	51,84	59,56
Malaisie	54,17	52,24	44,96	69,46	67,61	58,29
Philippines	9,52	12,18	29,05	29,29	39,39	45,06
Corée	46,75	51,46	55,94	67,64	73,36	83,57
Thaïlande	50,68	53,69	57,76	62,09	69,41	81,95

Source : BankScope.

La lecture de ces trois tableaux montrent que la situation est convenable pour les systèmes bancaires étudiés et que le système bancaire qui présente les meilleurs résultats selon les indicateurs retenus est celui de la Malaisie. Pour les autres pays, les ordres de grandeur et les évolutions sont contrastés.

Pour la rentabilité, dans le Tableau 9, le ROA ne s'améliore que pour la Malaisie, et la Corée dans une moindre mesure (exception faite de l'année 2003). Même commentaire à propos du ROE, les autres pays présentant des ratios contrastés. La Malaisie a le plus petit *Cost to income ratio*, mais légèrement en hausse. Pour les autres pays, le ratio augmente en 2007, parfois fortement pour les Philippines. Pour la Corée, il baisse. Pour la Thaïlande, malgré une hausse, son niveau est inférieur à celui de 2001. Concernant les charges d'exploitation, la Malaisie, puis la Corée, présentent les plus petits ratios, en baisse. La hausse en 2007 est très forte pour les Philippines, beaucoup moins pour les deux autres pays. Un niveau faible ou décroissant est un signe de bonne gestion des coûts de structure.

Concernant la qualité des systèmes bancaires (Tableau 10), le premier et le troisième indicateurs sont en baisse et affichent des valeurs basses, ce qui signifie que la qualité s'est beaucoup améliorée, à supposer que les pays constituent des provisions pour pertes sur prêts et qu'ils comptabilisent convenablement les prêts douteux, ce qui est le cas du fait des réformes mises en place (Turner, 2006). La Malaisie et la Corée présentent de bons résultats. Après la crise de 1997, les gouvernements de tous les pays touchés ont mis en place des structures de défaillance pour racheter aux banques, et gérer, les prêts douteux, ce qui peut expliquer les ratios observés. De plus, cela suppose des pratiques d'octroi de crédit sérieuses, avec un scoring précis des clients... Pour les *loan loss reserve/gross loan*, la baisse peut aussi provenir d'une hausse des *gross loans*, signe du développement de l'intermédiation et du financement accrue de l'économie. Quant aux *loan loss reserves/impaired loans*, elles augmentent, ce qui est salubre, notamment en Corée, Thaïlande et Malaisie. En dehors du cas exceptionnel de la Corée, ces provisions couvrent au moins les 2/3 des prêts douteux, ce qui est convenable, et correspond à la situation de la majorité des pays émergents (Mihaljek, 2006). La Malaisie est en net progrès sur ce point.

Enfin, le degré de liquidité des systèmes bancaires (Tableau 11) ne semble pas poser de problèmes (ratio < à 50-60%), sauf peut être pour la Corée et la Thaïlande dont les ratios sont les plus élevés et croissants. En fait, pour tous les pays, les ratios sont croissants, sauf pour la Malaisie. Cela peut signifier un développement de l'intermédiation bancaire, sans exprimer un risque de liquidité important : les Philippines présentent des ratios croissants qui sont les plus faibles, ce qui peut refléter un retard, puis un rattrapage dans le développement de l'intermédiation.

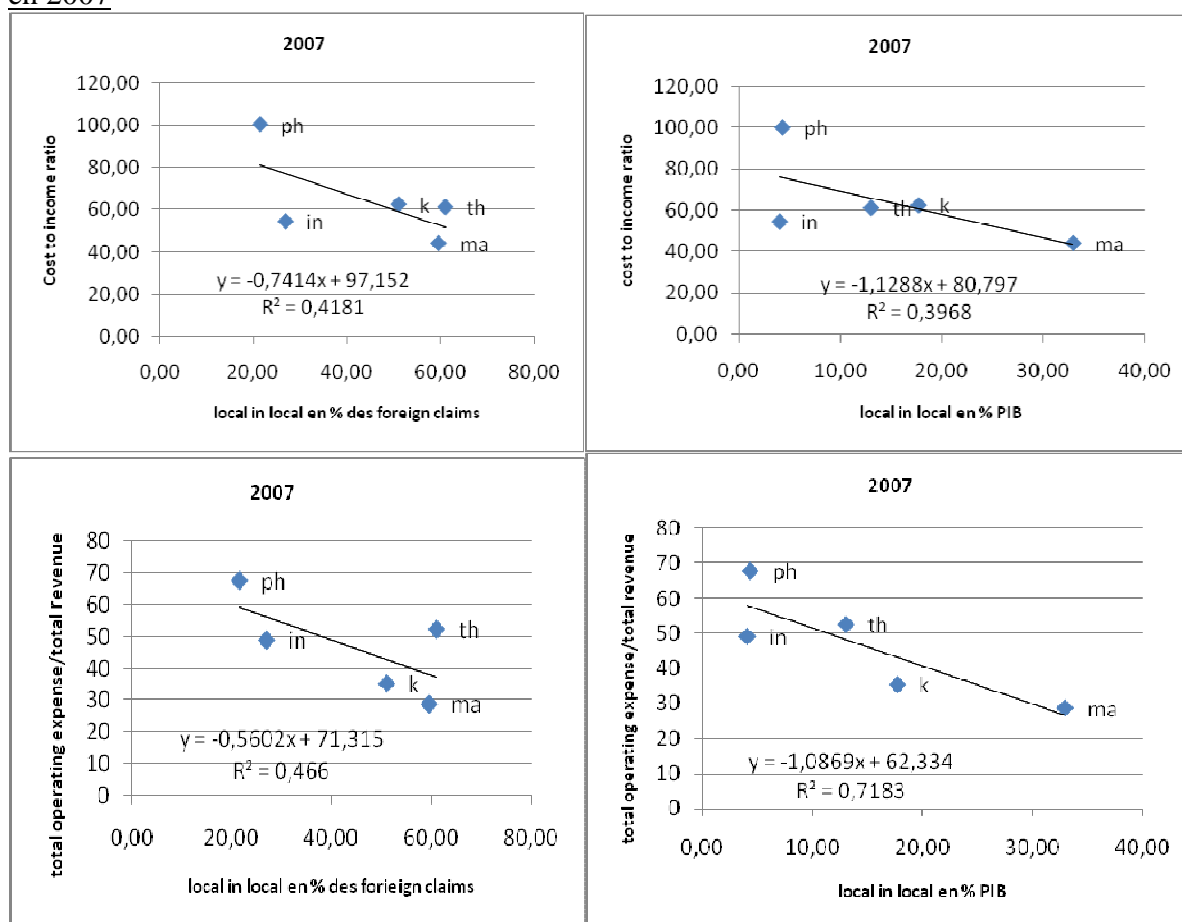
Croiser ces 9 indicateurs avec les *local claims* nous permet de voir si les pays qui ont des *local claims* développées sont ceux qui ont les systèmes bancaires les plus sains. Nous n'obtenons pas de résultats très tranchés, sauf pour la rentabilité. En général, les résultats sont les moins tranchés lorsque l'on exprime les *local claims* en % créances totales du système bancaire sur l'économie.

Le graphique 13 montre en effet que la Malaisie, puis la Thaïlande et la Corée, présentent à la fois des *local claims* en monnaie locale importantes et un bon niveau de rentabilité (ratios faibles). La présence d'implantations étrangères améliorerait donc la rentabilité du système bancaire, nos résultats rejoignent ainsi la littérature. De plus, l'amélioration de la rentabilité favoriserait la stabilité du système bancaire car cela permet de constituer des réserves et des provisions (Minda, 2007).

Nous obtenons la même tendance et le même placement des pays avec les *local claims in all currencies*, notamment exprimés en % des *foreign claims* ((S-T)%S, *ultimate risk basis*).

Nos résultats non aussi tranchés sur les autres indicateurs ne signifient pas que les implantations étrangères n'ont pas d'impact sur la liquidité ou la gestion des risques du système bancaire, mais qu'il y a d'autres facteurs qui jouent, comme les structures publiques de défaillance par exemple après la crise.

Graph 13. *Local claims in local currency (L)* et rentabilité des systèmes bancaires asiatiques en 2007



Source : auteur sur données BRI et BankScope. *Local in local* = L, on immediate borrower basis.

5. Conclusion

Les cinq pays étudiés ont un développement économique différent (PIB/hab), mais croissant, et sont tous engagés dans des réformes de restructuration depuis les années 2000.

Leur avenir repose sur la poursuite du développement du système bancaire pour mobiliser l'épargne, instiller de la confiance parmi les déposants et financer la formation du capital. Nos observations confirment la littérature : la présence des banques étrangères, que nous appréhendons par le montant des créances locales de leurs implantations sur les pays émergents, stabilise, renforce, perfectionne le système bancaire local. C'est notamment le cas en Malaisie où les *local claims in local currency* des filiales implantées ont augmenté depuis 1994 et semblent avoir joué un rôle majeur dans le développement économique et financier du pays, malgré la présence d'entraves à l'entrée des capitaux étrangers. Les banques étrangères ont également développé une stratégie forte d'implantations en Thaïlande et en Corée depuis des années.

Concernant l'état de santé des banques, nos résultats confirment essentiellement l'impact des implantations sur l'amélioration de la rentabilité du système bancaire local.

Cette présence bénéfique doit être préservée ou accrue, ce qui nous pousse à conclure que les pays doivent poursuivre encore la libéralisation du secteur bancaire et financier (Thaïlande, Malaisie, Indonésie), pour laisser entrer les IDE dans ce secteur.

Mais la crise de 07-08 rappelle le risque de désengagement des banques créancières, ce qui est très déstabilisateur. Du fait des coûts engagés lors d'une implantation, la fermeture de filiales est plus délicate, donc moins probable, que la restriction des activités transfrontières, notamment si la crise n'est pas inhérente aux pays émergents et si les filiales sont implantées depuis longtemps. Néanmoins, la baisse du soutien financier de la maison-mère à sa filiale ou sa succursale, peut impliquer une restriction du crédit à l'économie locale, donc freiner le développement économique du pays hôte. Les créanciers britanniques et américains, fortement exposés en l'Asie notamment, ont été les plus affectés par la crise de liquidité (faillites de banques, nationalisations, sauvetages financiers) : quel comportement auront-ils face à leurs activités internationales et leurs filiales ?

Références bibliographiques

- Ang J., 2008, "Are financial sector policies effective in deepening the Malaysian financial system ? ", *Contemporary Economic Policy*, vol. 26, n°4, octobre.
- Ang J. and W. McKibbin, 2007, "Financial liberalization, financial sector development and growth: evidence from Malaysia", *Journal of Development Economics*, 84.
- Arvai Z., Driessen K. and I. Okter-Robe, 2009, "Regional financial interlinkages and financial contagion in Europe", *IMF/WP/09/6*, janvier.
- Aydin B., 2008, "Banking structure and credit growth in Central and Eastern European countries", *IMF/WP/08/215*, septembre.
- Baba N., McGuire P. and G. von Peter, 2008, "Highlights of international banking and financial market activity", *BIS Quarterly Review*, juin.
- Baltzer M., Cappiello L., De Santis R. and S. Manganelli, 2008, "Measuring financial integration in new EU members states", *ECB Occasional Paper Series*, n° 81, mars.
- Byungyoon L., 2003, "The determinants of foreign banks' entry in Korea and its effects on Korean domestic banks' performance", *Bank of Korea Economic Papers*, V.6, iss. 1, june.
- Claessens S., Demirgüç-Kunt A. and H. Huizinga, 2001, "How does foreign entry affect domestic banking markets", *Journal of Banking and Finance*, 25.
- De Haas R.T.A. and I.P.P. van Lelyveld, 2004, "Foreign bank penetration and private sector credit in Central and Eastern Europe", *Journal of Emerging Market and Finance*, V. 3, iss. 2, may-august.
- De Haas R.T.A. and I.P.P. van Lelyveld, 2006, "Foreign banks and credit stability in Central and Eastern Europe. A panel data analysis", *Journal of Banking and Finance*, 30.

- Detragiache E. and P. Gupta, 2006, "Foreign banks in emerging market crises: evidence from Malaysia", *Journal of Financial Stability*, 2.
- Domansky D., 2005, "Foreign banks in emerging market economies: changing players, changing issues", *BIS Quarterly Review*, décembre.
- Fontagné A., Nicollas F. and S. Laclias, 2008, "Le temps des « Prochains 13 »", *Crédit Agricole Eclairages, Mensuel*, n°120, mars.
- Gersl A., 2007, "Foreign banks, foreign lending and cross-border contagion: evidence from the BIS data", *Czech Journal of Economics and Finance*, 57 (1-2).
- Herrero A.G. and M.S. Martinez Peria, 2007, "The mix of international banks' foreign claims: determinants and implications", *Journal of Banking and Finance*, 31.
- Jeon Y., Miller S. and P. Natke, 2006, "Do foreign banks operations provide a stabilizing influence in Korea?", *The Quarterly Review of Economics and Finance*, 46.
- Kuang O.S., 2008, "Capital flows and financial assets in emerging markets: determinants, consequences and challenges for central banks: the Malaysian experience", in *BIS Papers n°28*, décembre.
- Mihaljek D., 2006, "Privatisation, consolidation and the increased role of foreign banks", in *BIS Papers n°28*, décembre.
- Mihaljek D., 2008, "The financial stability implications of increased capital flows for emerging market economies", in *BIS Papers n°44*, décembre.
- McGuire P. and N. Tarashev, 2005, "The international banking markets", *BIS Quarterly Review*, septembre.
- McGuire P. and N. Tarashev, 2008, "Bank health and lending to emerging markets", *BIS Quarterly Review*, décembre.
- Minda A., 2007, "The entry of foreign banks into Latin America: a source of stability or financial fragility", *Problemas del Desarrollo*, July-September, V. 38, iss. 150.
- Moreno R. and K. von Kleist, 2007, "What can BIS statistics tell us about the risks of crises in emerging markets?" in *Research on global financial stability: the use of international financial statistics*, *CGFS Publications*, n°29, décembre.
- Peek J., and E. Rosengren, 2000, "Implications of the globalization of the banking sector: the Latin American experience", *New England Economic Review*, September/October.
- Stavarek D., 2006, "Banking efficiency in the context of European integration", *Eastern European Economics*, Vol.44, n°4, July-August.
- Turner P., 2006, "The banking system in emerging economies : how much progress has been made- Introduction?", in *BIS Paper n°28*, décembre.
-